

Discours prononcé par le Général d'Armée Raúl Castro, Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba à la séance de clôture du 20e Congrès de la CTC, la Centrale des Travailleurs de Cuba qui s'est tenu à La Havane.



Camarades :

«Je dois prononcer le discours de clôture de cet important congrès de la Centrale des Travailleurs de Cuba, qui, bien sûr, ne s'est pas borné à ces trois journées de travail des délégués dans la capitale, mais qui a inclus aussi un processus qui a commencé, cela fait plus de 15 mois, par le débat syndical, d'un bout à l'autre du pays, et qui a inclus la discussion large et démocratique de l'avant-projet de Code du Travail, approuvé à l'Assemblée Nationale en décembre dernier.

Le Congrès ouvrier a inclus aussi, au sein des collectifs de travail et dans les instances municipales et provinciales, une analyse profonde du Document de Base au cours de presque 66 000 assemblées d'adhérents, avec une participation de plus de 2 850 000 travailleurs qui se sont penchés sur le perfectionnement du travail des organisations syndicales.

Dans le cadre des travaux préalables au Congrès, nous avons commémoré, le 28 janvier dernier, le 75^e anniversaire de la fondation de la CTC, qui est née comme la première organisation unitaire des travailleurs cubains dans les conditions difficiles de la république bourgeoise et néocoloniale et qui a dû faire face, durant des années, à la répression et à l'assassinat de plusieurs de ses leaders les plus révolutionnaires, communistes pour la plupart, dont le courageux dirigeant syndical de l'industrie sucrière et militant communiste Jesús Menéndez, fondateur, aux côtés de l'inoubliable Lázaro Peña, de cette organisation.

Les générations actuelles et futures de dirigeants syndicaux doivent se nourrir du legs précieux que renferment la vie et l'œuvre du Capitaine de la classe ouvrière, appellatif mérité que Lázaro Peña a su gagner parmi les travailleurs, artisan et fervent défenseur de l'unité des forces révolutionnaires avant la Révolution et après le triomphe de celle-ci, qui faisant sienne la ligne de Fidel, s'est consacré dans l'organisation et dans la brillante direction de l'historique XIII^e Congrès de la CTC, en 1973.

À la différence de congrès précédents qui étaient centrés sur l'analyse et sur la discussion de thèmes spécifiques et qui généraient des propositions de modifications ponctuelles de la législation en vigueur en matière d'emploi, ce 20^e Congrès a eu l'avantage de disposer des Grandes Lignes de la Politique Économique et Sociale du Parti et de la Révolution, ainsi que des objectifs de travail approuvés au cours de sa Première Conférence Nationale.

La phase préparatoire du Congrès a mis en évidence l'appui majoritaire de la classe ouvrière au chemin tracé pour l'actualisation de notre modèle économique et elle a permis également d'exprimer avec clarté les insatisfactions à cause de la lenteur avec laquelle sont appliquées à la base certaines décisions approuvées par le gouvernement, des fois sans avoir créé les conditions appropriées, sans avoir donné l'argumentation et l'information opportunes et sans avoir exercé le contrôle nécessaire sur leur mise en application.

Bien que le thème du système salarial en vigueur dans l'économie étatique soit sensible et complexe, je ne peux ne pas l'aborder, bien qu'en d'autres occasions je m'y sois référé.

Je coïncide pleinement avec vous sur le fait que l'actuel système salarial n'est pas conforme au principe de distribution socialiste « de chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail », ou, ce qui revient au même, il ne garantit pas que le travailleur perçoive un salaire eu égard à son apport à la société.

Il est vrai aussi que le salaire ne satisfait pas tous les besoins des travailleurs et de leurs familles, ce qui génère le manque de motivation et l'apathie vis-à-vis du travail ; a une influence négative sur la discipline et encourage l'exode du personnel qualifié vers des activités mieux rémunérées indépendamment du niveau professionnel requis. Il décourage aussi la promotion des travailleurs les plus capables et dévoués à des postes supérieurs, à cause du phénomène nuisible de la « pyramide inversée », qui se s'exprime en général dans le phénomène en vertu duquel, plus grande est la responsabilité sociale des travailleurs, plus leurs revenus personnels sont inférieurs.

En même temps, nous avons manqué d'une approche intégrale dans l'application de la politique salariale et de stimulation, ce qui a conduit à l'approbation ponctuelle, au fil des ans, des systèmes les plus divers de stimulation extra salariale dans des secteurs et des activités, systèmes qui ne sont pas, dans tous les cas, liés aux résultats du travail et à l'augmentation de la productivité.

Nous ne pouvons pas non plus oublier presque 1 700 000 citoyens qui ont consacré des dizaines d'années de travail et qui, aujourd'hui, bénéficient du droit à leur retraite méritée et dont les pensions sont réduites et insuffisantes pour faire face au coût du panier de la ménagère et des services.

Au constat de cette réalité crue, à la solution intégrale de laquelle nous n'avons pas arrêté de travailler intensément, nous ne pouvons pas éveiller dans notre population de fausses attentes à court terme.

Cela serait une irresponsabilité avec des effets négatifs que de procéder à une hausse générale des salaires dans le secteur étatique, car cela ne ferait que provoquer une spirale d'inflation dans les prix, si cette hausse des salaires n'est pas dûment fondée sur une augmentation suffisante de l'offre de biens et de services.

Faire cela pourrait paraître facile. C'est ce qu'on fait dans beaucoup d'endroits dans le monde y compris dans la riche Europe dont plusieurs de ses pays sont en crise. C'est la formule néolibérale qui a été appliquée dans plusieurs régions du monde pour préserver et multiplier les fortunes des plus riches et pour condamner à la marginalité des millions d'habitants de la planète.

Bien que je l'aie dit en d'autres occasions, il n'est pas oisif de réitérer et moins encore devant le Congrès ouvrier, que dans la Cuba révolutionnaire, personne ne sera abandonné à son sort et qu'il n'y aura pas de place pour les dites thérapies de choc contre le peuple. Aucun des changements auxquels nous procéderons ne pourra jamais porter atteinte aux acquis sociaux de la Révolution.

Si le salaire moyen augmente plus rapidement que la production de biens et de services, les effets seraient néfastes pour l'économie et pour le peuple. Cela équivaldrait à « manger » l'avenir, à augmenter de façon irrationnelle la dette extérieure et, en définitive, à engendrer l'instabilité dans la société cubaine à cause d'une inflation galopante qui détruirait le pouvoir d'achat des salaires et des pensions.

Ayons à l'esprit le principe essentiel qui veut que pour distribuer des richesses, il faut d'abord les créer et pour ce faire nous devons augmenter de façon soutenue l'efficacité et la productivité.

Dans ce thème je laisse à part les services médicaux, car il y aura oui, une hausse des salaires prochainement, car, les recettes fondamentales de notre pays proviennent du travail de milliers de médecins qui travaillent comme coopérants à l'étranger.

Au fur et à mesure que nous avancerons pour atteindre cet objectif, les conditions seront créées pour de meilleurs salaires et pensions.

C'est précisément l'objectif des décisions qu'a déjà prises le gouvernement et de beaucoup d'autres qui sont à l'étude, afin de supprimer graduellement les divers obstacles qui subsistent dans la gestion du système d'entreprises et sur lesquelles vous avez reçu des informations détaillées.

C'est également l'objectif fondamental du processus d'élimination de la dualité des monnaies et du change dont l'étape initiale de préparation de conditions est en marche et au cours de laquelle l'on entend appliquer un système salarial flexible et conséquent avec le principe mentionné de distribution dans le socialisme.

Dans ces circonstances et pour appliquer les décisions du 6e Congrès du Parti, l'on a encouragé la croissance de formes de gestion non-étatique de l'économie dont les travailleurs ont des revenus très supérieurs à ceux du secteur étatique qu'il s'agisse du secteur subventionné ou du secteur des

entreprises. Cette réalité, qui n'a surpris personne, ne peut nous conduire à stigmatiser ni les travailleurs à leur compte ni les membres des coopératives qui, pour la plupart, ont adhéré au mouvement syndical, respectent ce qui est établi et payent leurs impôts.

Mais nous savons que ce facteur objectif ajoute de la pression aux aspirations des travailleurs étatiques, retenues durant des années, de voir leurs salaires augmenter le plus rapidement possible.

Nous ne devons pas oublier que le système économique qui prévaudra dans la Cuba socialiste, indépendante et souveraine, continuera à se fonder sur la propriété du peuple tout entier sur les moyens fondamentaux de production et que l'entreprise étatique est et restera la forme principale dans l'économie nationale et que c'est des résultats de celle-ci dont dépendra la construction de notre socialisme prospère et durable.

Donc, le processus d'actualisation du modèle économique et social a pour but de créer les conditions permettant l'augmentation soutenue et soutenable des revenus des travailleurs étatiques et de préserver en même temps les acquis de la Révolution.

Dans ces circonstances, l'importance du rôle du mouvement syndical cubain et des missions importantes qui lui reviennent, augmente : d'une part, organiser, unir et mobiliser les travailleurs en faveur de la formation de valeurs en matière d'emploi, patriotiques et éthiques et d'autre part, les représenter et défendre leurs droits devant les administrations dans un climat d'exigence mutuelle.

Pour atteindre cet objectif, le travail syndical doit se dépouiller de formalismes et de la vieille mentalité, surgie tout au long d'années de paternalisme, d'égalitarisme, de gratuités excessives et de subventions indues. Nous savons qu'il y a des camarades magnifiques qui éprouvent toujours de la nostalgie pour les temps passés lorsqu'aux durs moments de la période spéciale, nous avons été obligés d'appliquer des solutions urgentes. Cependant, il faut laisser loin derrière de vieilles habitudes et surmonter la barrière psychologique qui y est associée, pour comprendre que nous ne retournerons jamais aux temps où la fonction du syndicat consistait à distribuer des biens et des services à titre de stimulation.

La CTC et ses syndicats doivent centrer leur travail sur l'essentiel qui consiste à réaliser leur activité dans l'intérêt de l'application avec succès des Grandes Lignes et à mener à bien un travail politique et idéologique adapté aux différents milieux et circonstances et ayant une grande portée en faveur de la défense de l'unité des Cubains, compte tenu du fait que leur travail devient plus complexe dans des conditions marquées par la croissance du secteur non-étatique dans l'économie, dans lequel les méthodes et le style traditionnellement appliqués dans le secteur étatique ne sont plus valables et qu'il faut d'ailleurs perfectionner aussi.

En ce sens, nous devons tenir compte de la nécessité impérieuse de développer et d'attirer les investissements étrangers afin de dynamiser le développement économique et social de notre pays. Nous avançons vers cet objectif avec la création de la Zone Spéciale de Développement du Mariel et avec l'élaboration d'un projet de Loi sur les Investissements Étrangers que nous mettrons à la considération de l'Assemblée Nationale en mars prochain.

Le travail syndical dans les entreprises mixtes ou à capital étranger sera logiquement différent, pas dans son essence, mais dans sa forme, à celui que nous avons fait jusqu'à présent et à cette fin il faut se préparer désormais.

Il faut en particulier encourager les liens permanents des dirigeants syndicaux avec les organisations à la base, leur participation aux assemblées d'adhérents et à l'attention aux jeunes qui travaillent pour la première fois et à cette fin l'on devra assurer une formation préalable et une connaissance de la situation concrète de chaque endroit afin d'influer sur le travail politique et idéologique et productif auprès des travailleurs.

Il est indispensable aussi d'assurer la formation et le perfectionnement permanents des dirigeants syndicaux en ce qui concerne le contexte et la portée des politiques et des mesures qui sont graduellement approuvées dans le cadre du processus d'application des Grandes Lignes ; maîtriser la nouvelle législation de façon à ce qu'ils possèdent l'information requise pour éclaircir des doutes, pour superviser leur application, pour lancer une mise en garde opportune sur toute déviation et pour joindre les collectifs de travail à leur application pratique.

Cette direction du travail prend une plus grande importance lorsque nous constatons le niveau élevé de renouveau au sein de la direction des dirigeants syndicaux à la base, presque 44%, tandis que l'on a renouvelé 35% des secrétaires généraux de sections et de bureaux syndicaux et 17% d'entre eux sont des jeunes de moins de 30 ans.

De la même façon, depuis le congrès précédent, il y a eu un important renouveau des principaux dirigeants de la CTC et des différents syndicats. Nous avons la présence aujourd'hui du précédent Secrétaire Général de la CTC, Salvador Valdés Mesa qui, en raison de son travail remarquable a été promu Vice-président du Conseil d'État et en sa condition de membre du Bureau Politique il a suivi de très près le développement de cette rencontre.

Je crois qu'il est juste aussi de faire mention du travail actif réalisé ces 8 derniers mois, à la tête de la Commission d'Organisation, par le camarade Ulises Guilarte de Nacimiento que vous avez élu aujourd'hui nouveau Secrétaire Général de la CTC.

Avant de terminer je dois me référer aux événements qui ont lieu dans la République Bolivarienne du Venezuela sœur. Nous avons condamné énergiquement les incidents violents déclenchés par des groupes fascistes, qui ont fait des morts, des dizaines de blessés et qui ont inclus des attaques contre des institutions publiques et la destruction. Nous savons, par notre propre expérience, qui sont ceux qui se trouvent derrière tout cela, qui financent et appuient ces actions brutales pour renverser le gouvernement constitutionnel vénézuélien.

Ces faits confirment que, où qu'il y ait un gouvernement ne convenant ni aux intérêts des milieux du pouvoir aux États-Unis ni à plusieurs de leurs alliés européens, ce gouvernement devient la cible de campagnes subversives. Maintenant ils ont recours à de nouvelles méthodes d'usure plus subtiles et voilées, sans renoncer à la violence, pour troubler la paix et l'ordre interne et empêcher les gouvernements de centrer leur attention sur la lutte en faveur du développement économique et social, s'ils ne parviennent pas à les renverser.

L'on peut trouver de nombreuses analogies dans les manuels de guerre non-conventionnelle, appliqués dans plusieurs pays de notre région latino-américaine et caribéenne, comme cela est le cas aujourd'hui au Venezuela et, avec des caractéristiques similaires, dans des pays d'autres continents, d'abord en Lybie et actuellement en Syrie et en Ukraine. Si quelqu'un a des doutes à ce sujet, je l'invite à feuilleter la Circulaire d'entraînement 18-01 des Forces d'Opérations Spéciales étasuniennes, publiée en novembre 2010, sous le titre « La Guerre Non conventionnelle ».

Maintenant même, des événements alarmants ont lieu en Ukraine. L'intervention de puissances occidentales doit cesser pour permettre au peuple ukrainien d'exercer de façon légitime son droit à l'autodétermination. L'on ne doit pas oublier que ces faits peuvent avoir des conséquences très graves pour la paix et la sécurité internationales.

Nous avons exprimé et je le réaffirme ici, notre plein soutien à la Révolution Bolivarienne et Chaviste et au camarade Nicolás Maduro qui, avec intelligence et avec fermeté a fait face à cette crise complexe.

"Nous avons la conviction que le peuple vénézuélien saura défendre ses acquis irréversibles, le legs du Président Hugo Chávez et le gouvernement qu'il a élu de façon libre et souveraine, comme le souligne notre Déclaration du 12 février.

Camarades:

Je considère que nous avons tenu un Congrès ouvrier magnifique, qui jette les bases pour l'avenir du mouvement syndical cubain car les questions analysées sont étroitement liées au rôle de la CTC et de ses syndicats dans le processus idéologique, politique et économique de la Révolution. C'est pour cette raison, qu'au nom du Parti Communiste et du Gouvernement Révolutionnaire, je félicite notre classe ouvrière et tout ceux et toutes celles qui ont participé directement à ce XXe Congrès.

En ce sens, je crois qu'il convient de rappeler un fragment du discours prononcé par Fidel Castro lors de la clôture de l'historique XIIIe Congrès, cela fait un peu plus de 40 ans. Il a alors indiqué et je cite :

« L'on n'impose pas des points de vue, l'on discute avec les travailleurs, l'on ne prend pas des mesures par décret, peu importe combien elles sont justes ou adéquates...les décisions fondamentales qui affectent la vie de notre peuple doivent être analysées avec le peuple et fondamentalement avec les travailleurs ». Fin de citation

Nous continuerons à le faire comme Fidel nous l'a appris,

Vive la classe ouvrière cubaine !

Merci beaucoup

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/15455-discours-prononce-par-le-general-darmee-raul-castro-president-du-conseil-detat-et-du-conseil-des-ministres-de-la-republique-de-cuba-a-la-seance-de-cloture-du-20e-congres-de-la-ctc-la-centrale-des-travailleurs-de-cuba-qui-sest-tenu-a-la-havane>



Radio Habana Cuba